

Bonjour à vous,

Je parle tous les jours de cohabitation, ou plutôt du partage de l'espace public. Ce n'est même pas mon métier, mais cet enjeu de société m'habite, même dans mes rêves. C'est pas des blagues. Pourtant, je ne sais pas quoi vous écrire. Je me dis que maintenant vous savez, depuis le début de cette consultation, nombre de personnes sont venues vous parler, exprimer ce qui est la plupart du temps inaudible, ou qu'on ne veut pas entendre.

Vous le savez, lorsqu'on parle d'implantation de ressources pour favoriser une cohabitation sociale harmonieuse, on ne peut pas le faire sans les première.e.s concerné.e.s. Rien sur elles sans elles! Il faut écouter avec respect des dévoilements douloureux, des trajectoires extrêmement difficiles, défaire les biais, les préjugés, éplucher les couches de stigmate. Reconnaître que la violence systémique qui est faite aux personnes en situation d'itinérance est bien plus grande que la violence qu'elles pourraient faire vivre aux voisin.e.s. Certain.e.s ont des murs pour se protéger, d'autres non. Et même quand des murs sont érigés, ça ne veut malheureusement pas dire qu'ils sont sécuritaires.

Vous le savez, **ça prend des ressources diversifiées, adaptées aux besoins des différentes communautés et besoins des personnes en situation d'itinérance.** « **Un toit fits all** », **ça n'existe pas.** Certaines femmes n'iront pas dans un refuge mixte où elles vivront des violences sexistes et/ou sexuelles, certaines personnes n'iront pas dans un refuge qui n'accepte pas les animaux de compagnie, certaines personnes LGBTQ+ n'iront pas dans un refuge où le personnel n'est pas formé à prendre en compte et respecter leurs identités et besoins, certaines personnes autochtones n'iront pas dans un refuge où elles vivront de la discrimination ou un énième déracinement communautaire, certaines personnes n'iront pas dans un refuge si leur enfant, chum ou blonde ne peut pas les accompagner, certaines personnes n'iront pas dans un refuge si elles ne peuvent pas consommer de l'alcool (le sevrage doit se faire très graduellement dans plusieurs cas). Je pourrais continuer longtemps, mais lors des auditions, vous avez déjà entendu tout ça. Vous savez ce que veut dire l'intersectionnalité, et en quoi c'est important quand on souhaite adresser des inégalités sociales. **J'espère que naîtrons des refuges à Montréal, répartis intelligemment sur le territoire, pour répondre à l'ensemble de ces besoins. Aucun besoin ne prévaut sur l'autre. Chaque être-humain.e a droit à la dignité.**

Je vis proche du Village. J'aime ce quartier de tout mon cœur, pour tout ce qu'il représente. J'aime savoir qu'il y a au moins un lieu dans une grande ville comme

Montréal où nous toustes avons le droit de cité, peu importe que nous ayons un toit sur la tête ou non. C'est du moins l'image que j'en ai encore, dans ma tête.

Je fréquente souvent le Village. Pas tant les commerces, mais j'utilise la rue Sainte-Catherine pour me déplacer. J'ai le motton de plus en plus souvent. Les écarts de richesse et de santé se creusent tout autant que les regards se détournent. Des fois, souvent même, je me demande si nous sommes encore des êtres-humain.e.s face à d'autres êtres-humain.e.s. Je me demande si notre déshumanisation est un instinct de protection contre le nœud qu'on a dans le ventre, les poings en colère qui se serrent dans les poches et la nausée ressentie face à l'impuissance. J'en arrive à éprouver la honte d'être humaine, le dégoût de mes privilèges. A contrario, je me dis parfois que tout n'est pas ma faute et que me flageller ne sert à rien, et surtout pas à contribuer positivement à la crise dont nous sommes les acteurices paralysé.e.s en état de choc.

Et puis, je sors de l'état de choc et me rappelle que cette crise est le résultat de l'enchevêtrement de plusieurs décisions politiques prises, ou au contraire, le résultat d'un manque de courage politique d'agir avec proactivité sur les inégalités socio-économiques (tous paliers gouvernementaux confondus).

Nous nous targuons de vivre dans une société de droits, nous avons des chartes qui énoncent nos droits et libertés. Comment les respecter, lorsque les décisions politiques qui sont prises, au soi-disant nom du bien commun, ne les respectent même pas? Comment prendre au sérieux notre contrat social, au sein d'un État de droits, lorsque nous laissons se produire de telles crises?

- Crise du logement
- Crise de l'alimentation
- Crise de santé publique (physique et mentale)
- Violence faite aux femmes et aux enfants
- Violence conjugale
- Destruction et surexploitation des écosystèmes
- Discrimination systémique envers les femmes, les personnes autochtones, les personnes racisées, les personnes LGBTQ+, les personnes consommatrices de drogues, les personnes en situation d'itinérance, les personnes handicapées, etc.

Nous faisons reposer le poids accablant de ces crises sur les individus. Ce poids nous paralyse toustes, que nous ayons un toit au-dessus de la tête ou non. Position différente, même sentiment d'impuissance, de colère et d'insécurité.

Je me dis que les solutions, loin de se restreindre à des ressources implantées de façon optimales à des endroits savamment choisis, passent par une prise de responsabilité collective.

Se joindre aux différentes luttes qui cherchent à répondre de façon systémique et profonde aux inégalités socioéconomiques. Lutter aux côtés de gens qui vivent une vie bien différente de la mienne, et qui pourtant réclament la même dignité à laquelle j'ai droit. Je crois là qu'il y a une clé dans la cohabitation sociale. Habiter avec, occuper un lieu avec. Même si les usages diffèrent, nous occupons l'espace public ensemble. Nous devons développer de meilleures façons de le partager.

Si l'on prend au sérieux la cohabitation sociale, je pense qu'il est illusoire de la souhaiter harmonieuse. Je pense que nous devrions la souhaiter solidaire.

Quand on vit ensemble, il n'est pas possible d'être toujours en accord, et encore moins de toujours entendre des sons qui nous sont agréables aux oreilles. Vivre ensemble, c'est parfois cacophonique, bourré de malentendus et d'incompréhensions. Parfois, on se chicane, on crie, on se dit des affaires qu'on regrette ou qu'on ne pensait même pas. Mais vient souvent le temps de la réparation, le moment où l'on recrée le lien de confiance et d'amour. On se raccroche à ce qu'on aime de l'autre, de la relation.

Quelle est la différence quand je cohabite avec ma blonde ou mon coloc dans mon appart, et quand je cohabite avec une personne en situation d'itinérance dans l'espace public?

Pourquoi suis-je capable d'endurer les difficultés inhérentes à la vie en colocation entre quatre murs, mais pas la vie en collectivité dans l'espace public?

J'imagine que la différence fondamentale réside dans le fait que j'aime ma blonde ou mon coloc, je connais leurs qualités, leurs défauts et je les accepte comme elles sont, mais je ne connais même pas la personne qui a élu domicile en bas de chez moi. Comment accepter cette personne alors que je ne connais rien d'elle, que je ne suis pas en relation avec elle? Comment cohabiter, si je pars du principe que moi je respecte les règles de la cohabitation, mais elle non? Comment gérer ce son désagréable à mes oreilles? J'ai un chez moi dans lequel je peux me réfugier quand je deviens cacophonique pour le monde qui m'entoure et peut recevoir le soutien de ceux qui m'acceptent et m'aiment en petite boule sur mon sofa. Mais où se réfugie une personne en situation d'itinérance lorsqu'elle se désorganise? Quels sont les remparts derrière lesquels se protéger, les personnes aimantes sur lesquelles s'appuyer?

Je ne dis pas que les personnes en situation d'itinérance n'ont aucune responsabilité. Chaque être-humain.e doit prendre ses responsabilités d'une façon ou d'une autre. Je dis, cependant, que certains contextes permettent plus facilement cette prise de responsabilité. Nous devons le reconnaître et être solidaires. Nous devons nous engager chaque jour à détruire les contextes oppressifs et mortifères qui retirent les remparts dont toutes les êtres-humain.e.s ont besoin pour se déposer et se reposer. Nous devons bâtir des contextes sociaux favorables *au care*, au rétablissement, à l'amélioration des conditions socioéconomiques de toutes.

Tout le monde a un rôle à jouer dans la création de ces contextes. Les individus et la société doivent écouter, entendre, s'éduquer, se solidariser et agir. **La ville, ainsi que les autres paliers gouvernementaux, doivent également le faire, selon leurs compétences, par :**

- **La mise sur pied de consultations pour écouter les personnes concernées par les enjeux,**
- **La mise sur pied de programmes et politiques publiques,**
- **La réalisation de campagnes d'éducation et sensibilisation,**
- **Les soutiens financier, humain et logistique aux organismes communautaires et culturels dédiés à ces luttes (défense de droits, santé et services sociaux, travail de milieu et de rue, médiation sociale et culturelle, éducation populaire, etc.),**
- **L'implantation d'aménagements et ressources répondants aux besoins spécifiques des populations les plus exclues des espaces publics AVEC soutien et accompagnement adéquats,**
- **L'arrêt des démantèlements de campement qui mettent les gens plus à risque encore de vivre des violences, de l'insécurité et de l'isolement.**

J'oublie probablement plusieurs points importants, j'ai cependant confiance que les groupes communautaires et les personnes qui ont vécu ou vivent présentement la rue, vous l'ont dit avec sincérité, éloquence et émotion.

Je comprends que la consultation porte sur l'implantation des ressources, mais vous comprenez aussi que cet angle est l'arbre qui cache la forêt. Les gens qui ne voient que l'arbre ont besoin de voir la forêt et de se rallier pour faire partie du mycélium plutôt que de contribuer à la déforestation.

Il me paraît aberrant de demander à ceuxsés comme moi « qui ont tout » de se prononcer sur les conditions d'existence de ceuxsés « qui n'ont rien ». En faisant

cela, on donne le crachoir aux populations mieux nanties qui parlent déjà le plus fort dans les médias, dans leurs soupers de famille, dans leurs milieux de travail et dans les sphères de pouvoir. Mes oreilles trouvent cela complètement discordant et je suis certaine que les vôtres aussi. Je suis contente de savoir que la forêt vous a parlé durant cette consultation.

Je crois à la sincérité de la démarche de l'OCPM. Vous héritez d'un mandat que vous n'avez pas choisi. Un cadre électoraliste vous est proposé, j'espère que vous saurez le faire exploser et créer une cacophonie sincère, dont nous avons besoin pour nous dire les vraies affaires, nous relever les manches et agir sur tous les fronts, selon nos forces et nos compétences. J'espère que vous prendrez la cohabitation sociale au sérieux. Nous en avons bien besoin, dans le monde polarisé et brisé dans lequel nous vivons.

Solidairement,

Laurie